REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 07 au 13 décembre 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Projet EcoFish : Mou COI-University Mau.....2
- Le programme BA (Hons) Law, Blue Economy et Sustainable Fisheries Management bientôt lancé à l'Open University de Maurice
- ÉCONOMIE BLEUE : ECOFICH, un programme de renforcement du secteur de la pêche dans la région

1.2 Hydromet : changement climatique.....5
- Changement climatique : l'Hydromet est le premier programme de la COI à bénéficier Rs 2,8 milliards du Fonds Vert pour le Climat

1.3 Santé : Réseau SAGA.....7
- Comité de pilotage du réseau SAGA : Le plan de riposte

1.3 Coopération régionale.....8
- L'Agence française de développement : 80 ans à œuvrer pour un monde en commun

1.4 Projet ExPLOI.....10
- L'Académie de La Réunion et Plastik'Akoz s'unissent pour le développement durable

2. Centres d'Intérêts

2.1 Coopération.....12
- Huguette Bello préside la séance plénière du comité de suivi INTERREG V Océan Indien

2.2 Environnement.....13
- Les récifs coralliens des îles de la zone en grand danger
- LUTTE CONTRE LA DÉFORESTATION À ANJOUAN Sept solutions pour préserver la biodiversité terrestre de l'île d'Anjouan
- Programme pilote de National Geographic: Des jeunes initiés à la protection des récifs coralliens

2.3 Tourisme.....16
- Arrivés touristiques : Lindsay Morvan dit craindre que l'objectif concernant le nombre prévu ne soit pas atteint

2.4 Energies renouvelables.....17
- Une Centrale solaire-éolienne pour RIOTINTO-QMM

2.5 Santé-Covid-19.....18
- Huit décès en une semaine

2.6 Pêche.....19
- Pêche et économie bleue : focus……

2.7 Surveillance de pêche.....20
- La patrouille Osiris II garde un œil sur les côtes réunionnaises

Le programme BA (Hons) Law, Blue Economy et Sustainable Fisheries Management bientôt lancé à l'Open University de Maurice



Un *Memorandum of Understanding* (MoU) a été signé, hier, au Hennessy Park Hotel à Ebène, entre l'Open University de Maurice et E€OFISH pour le lancement d'un nouveau programme, à savoir la BA (Hons) Law, Blue Economy et Sustainable Fisheries Management.

Les signataires étaient le Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien (COI), Prof. Vêlayoudom Marimoutou, et le Chairman de l'Open University of Mauritius, Rajeshwar Duva Pentiah. Plusieurs personnalités étaient présentes à l'événement, tandis que d'autres étaient connectées via la plateforme Zoom.

Dans une intervention en ligne, le ministre de l'Economie Bleue, des Ressources Marines, de la Pêche et de la Navigation, Sudheer Maudhoo, a exprimé sa gratitude au programme E€OFISH et à l'Open University de Maurice pour avoir proposé ce nouveau cours.

« Cette initiative vise non seulementMaurice, mais aussi les pays de la région et l'Afrique en général.», a souligné le ministre.

Il a observé que le cours s'attaque à un défi majeur, qui est le déversement d'huile lourde auquel le pays a fait face l'année dernière à la suite du naufrage du MV Wakashio. « À ce titre, Maurice avait besoin d'une expertise juridique bien au fait du droit maritime afin de traiter les aspects juridiques et de gérer efficacement de telles catastrophes », a déclaré Sudheer Maudhoo.

Le ministre a souligné que ce cours comblera une lacune attendue depuis longtemps et que Maurice, ainsi que l'ensemble de la région, bénéficiera ainsi de nouvelles compétences dans l'économie bleue et la gestion durable des pêches.Il a également exprimé sa confiance que les nouvelles ressources, avec les compétences et les connaissances requises, apporteront une meilleure gestion dans ce domaine.

Il est rappelé que le programme BA (Hons) Law, Blue Economy et Sustainable Fisheries Management a été adapté pour répondre aux demandes croissantes de professionnels intelligents et talentueux dans les secteurs des ressources

naturelles marines et de l'environnement, y compris l'industrie de la pêche, la gestion côtière intégrée et l'économie bleue du point de vue de l'Afrique.
Le programme E€OFISH, une initiative financée par l'Union européenne à hauteur de 28 millions d'euros qui sera supervisée par la COI, a été lancé le 09 décembre 2020. L'objectif global du programme est de favoriser une croissance économique équitable en promouvant la pêche durable dans la région Afrique orientale-Afrique australe-Océan Indien. L'objectif spécifique est de soutenir la gestion et le développement durables de la pêche afin de contribuer à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en s'attaquant à la résilience au changement climatique et en améliorant la biodiversité marine.

La Gazette des Comores

ÉCONOMIE BLEUE

ECOFICH, un programme de renforcement du secteur de la pêche dans la région

Le 9 décembre dernier, la Commission de l'Océan Indien a procédé à une signature de mémorandum d'entente avec l'Open University of Mauritius dans le cadre du lancement du programme ECOFICH. Il s'agit d'un programme de formation visant à renforcer les compétences des jeunes de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique Australe et de l'Océan Indien dans le secteur de la pêche en vue de faire de la pêche un secteur durable et un levier important pour le développement économique dans la région.

La Commission de l'Océan Indien et l'Open University of Mauritius s'engagent pour des actions visant à améliorer le secteur de la pêche dans l'Afrique et dans la région indianocéanie. Les deux organisations ont officiellement mis à disposition des pays du sud-ouest de l'océan indien un cours de premier cycle sur le droit, l'économie bleue et la gestion durable de la pêche. Lors de la signature du mémorandum liée à la formation, le chef d'équipe de la délégation de l'union européenne auprès de l'île de Maurice et Seychelles Massimillano Messi a déclaré que « nous voulons équiper nos jeunes qui seront les décideurs de demain, avec les outils pour mieux protéger la planète ». Car la région compte combler son manque à gagner qui s'élève à 7.5 milliards de dollars par an grâce aux futurs experts et professionnels que produira le programme de formation ECOFICH.

Cette initiative de formation a vu le jour grâce à une collaboration entre l'Open University of Mauritius et la COI dans le but de développer la pêche en Afrique à travers le programme ECOFICH. Ce programme est promu et financé par l'Union Européenne (UE) dans l'objectif de faire de la pêche un secteur durable et un levier important pour le développement économique dans la région de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique Australe et de l'océan Indien. « Le secteur de la pêche manque aujourd'hui d'expertises permettant de tirer profit, de manière responsable et durable de son potentiel », précise Vêlayoudoum Marimoutou, le secrétaire général de la COI.



Ce programme, qui peut être complété entre trois et six ans, sera octroyé en ligne afin de permettre aux intéressés d'y accéder là où ils se trouvent et au moment qu'ils choisissent. De plus, les coûts y afférents ont été adaptés aux possibilités de la région. Chaque crédit revient entre 25 et 50 dollars américains, en fonction de la zone géographique de l'apprenant. En outre, une possibilité d'appui financier sur le critère de l'excellence est en cours de préparation pour accompagner cette initiative.

Un mémorandum d'entente a été signé entre la COI et l'Open University of Mauritius suite au lancement du programme de formation. Cette signature formalise la collaboration qui vise à renforcer les compétences au niveau du secteur de la pêche. « Nous sommes prêts à donner tout le support nécessaire aux étudiants locaux et internationaux afin qu'ils réussissent », rassure Rajeswara Duva Pentiah, Président de l'Open University of Mauritius. L'initiative a déjà reçu l'appui de partenaires académiques internationaux, tels que l'Université de Portsmouth et Green Law Foundation, et la première promotion est prévue commencer en février 2022. L'inscription est ouverte à partir du 10 décembre 2021.

Kamal Gamal

Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- https://infomoris.com/oceanographie-et-economie-bleue-protocole-daccord-entre-le-moi-et-la-coi/
- https://defieconomie.defimedia.info/article/2555/economie-bleue-la-coi-et-lopen-university-mauritius-lancent-une-formation
- https://www.commissionoceanindien.org/cp-formation-economie-bleue/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=cp-formation-economie-bleue
- https://ionnews.mu/oceanographie-et-economie-bleue-protocole-daccord-entre-le-moi-et-la-coi/
- https://mauritiushindinews.com/ion-news/oceanography-and-the-blue-economy-memorandum-of-understanding-between-moi-and-ioc/
- ION News - L'objectif global de ce programme est de... | Facebook
- https://www.commissionoceanindien.org/cp-formation-economie-bleue/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=cp-formation-economie-bleue

Changement climatique : l'Hydromet est le premier programme de la COI à bénéficier Rs 2,8 milliards du Fonds Vert pour le Climat



L'Hydromet (Hydrologie et Météorologie) est le premier programme de la Commission de l'Océan Indien (COI) à bénéficier Rs 2,8 milliards (52,8 M€) du Fonds Vert pour le Climat.
C'est l'une des retombées du Conseil extraordinaire des ministres de la Commission des Océans (COI) qui s'est tenue récemment à La Réunion auquel, Alan Ganoo, ministre des Transports terrestres et du Métro-léger et, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international y a participé. L'objectif de ce programme est de renforcer les capacités des services d'hydrologie et de météorologie des pays de la COI.
L'Union Européenne et l'Agence Française de Développement (AFD) apportent des financements supplémentaires à hauteur de Rs 275 M (5,6 M€) et Rs 246 M (5 M€), respectivement.
Les autres retombées portent sur d'autres enjeux. Pour ce qui est de la Sécurité alimentaire, l'Union Européenne finance un programme à hauteur de Rs 787 M (16 millions d'euros)
L'Agence Française de Développement (AFD) a fourni un financement supplémentaire de 1,8 M€ par le biais du programme SEGA One Health du COI pour la fourniture d'équipements médicaux aux membres du COI, dont Maurice. Maurice bénéficiera également d'une nouvelle technologie, à savoir RUNCOV, qui a été développée par le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement pour la détection des différentes variantes de COVID-19.
De même, un plan de relance économique post COVID, destiné aux États membres, est en cours d'élaboration par le COI. Aussi, l'accent est, également, mis les activités entreprises dans le cadre du programme de sûreté maritime (MASE).
Le gouvernement a pris note de ces retombées lors du Conseil des ministres, vendredi dernier.

Changement climatique : l'Hydromet est le premier programme de la COI à bénéficier Rs 2,8 milliards du Fonds Vert pour le Climat



L'Hydromet (Hydrologie et Météorologie) est le premier programme de la Commission de l'Océan Indien (COI) à bénéficier Rs 2,8 milliards (52,8 M€) du Fonds Vert pour le Climat . C'est l'une des retombées du Conseil extraordinaire des ministres de la Commission des Océans (COI) qui s'est tenue récemment à La Réunion auquel, Alan Ganoo, ministre des Transports terrestres et du Métro-léger et, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international y a participé. L'objectif de ce programme est de renforcer les capacités des services d'hydrologie et de météorologie des pays de la COI.

L'Union Européenne et l'Agence Française de Développement (AFD) apportent des financements supplémentaires à hauteur de Rs 275 M (5,6 M€) et Rs 246 M (5 M€), respectivement.

Les autres retombées portent sur d'autres enjeux. Pour ce qui est de la Sécurité alimentaire, l'Union Européenne finance un programme à hauteur de Rs 787 M (16 millions d'euros)

L'Agence Française de Développement (AFD) a fourni un financement supplémentaire de 1,8 M€ par le biais du programme SEGA One Health du COI pour la fourniture d'équipements médicaux aux membres du COI, dont Maurice. Maurice bénéficiera également d'une nouvelle technologie, à savoir RUNCOV, qui a été développée par le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement pour la détection des différentes variantes de COVID-19 ;

De même, un plan de relance économique post COVID, destiné aux États membres, est en cours d'élaboration par le COI. Aussi, l'accent est, également, mis les activités entreprises dans le cadre du programme de sûreté maritime (MASE).

Le gouvernement a pris note de ces retombées lors du Conseil des ministres, vendredi dernier.

La Gazette des Comores

COMITÉ DE PILOTAGE DU RÉSEAU SEGA

Le plan de riposte contre la Covid-19 au cœur des débats

La Commission de l'océan Indien (COI) a organisé du 1er au 3 décembre la quatrième réunion du comité de pilotage des phases 3 et 4 du projet de veille sanitaire qui étendra ses activités jusqu'en fin 2023. Cette rencontre de trois jours des membres du réseau SEGA – One Health de la COI était l'occasion de prendre connaissance des résultats des actions de santé entreprises en 2021, dont, entre autres, le plan de riposte contre la Covid-19, les appuis aux Etats membres contre d'autres maladies (fièvre de la Vallée du Rift, fièvre aphteuse…) ou le programme de formation en épidémiologie de terrain. Les membres du réseau SEGA – One Health ont également échangé sur le plan de travail 2022.

Une quarantaine de représentants des Etats membres et du réseau régional de surveillance épidémiologique et gestion des alertes (SEGA-One Health), de l'Unité de veille sanitaire de la COI et des partenaires techniques et financiers du projet, l'Agence française de développement (AFD) et l'Union européenne et l'Organisation mondiale de la santé, ont participé aux travaux qui se sont tenus à La Réunion du 1er au 03 décembre 2021. Dans un contexte dominé par un rebond de la pandémie de Covid-19, une partie des membres du réseau SEGA – One Health a participé à cette réunion par visioconférence. Pour le Secrétaire général de la COI, Pr. Vêlayoudom Marimoutou, cette réunion du comité de pilotage est un moment fort, car il permet à la fois de prendre la mesure du chemin parcouru et de convenir ensemble des perspectives d'actions communes pour 2022 et pour les années à venir. « C'est donc de votre travail qu'il va être question durant les trois prochains jours ; un travail de terrain, de prévention, de riposte, de surveillance ou encore de recherche qui a bénéficié d'une validation technique lors du dernier Comité technique régional du 25 au 29 octobre dernier à Maurice », avance-t-il.

Au regard de la situation toujours tendue par la pandémie de Covid-19, la COI compte poursuivre son appui à travers le plan régional de riposte qui reste actif pour soutenir les efforts nationaux de renforcement des systèmes de santé. « Cette pandémie – et il faut le reconnaitre - a aussi été créatrice d'un sursaut d'intelligence et de détermination qui s'est concrétisé par des progrès technologiques majeurs, particulièrement dans le domaine de la biologie moléculaire avec les techniques de séquençage. Grâce à ces techniques, nous pouvons mieux connaitre le virus et ses variants et mieux suivre ses déplacements dans la population. Nous pouvons anticiper et gérer des vagues épidémiques, et surtout sécuriser les déplacements des biens et des personnes », a indiqué M. Laurent Amar, conseiller diplomatique du préfet de La Réunion et Officier permanent de liaison de la COI représentant la présidence française du Conseil des ministres de la COI.

En outre, la réunion du comité de pilotage du réseau SEGA a confirmé l'utilité concrète de l'action régionale en santé portée par la COI. A cet égard, il est prévu d'organiser au premier semestre 2022 une réunion des ministres en charge de la santé et de l'élevage afin de convenir de la pérennisation du réseau SEGA – One Health. Une étude de faisabilité sur la création d'un fonds régional dédié a d'ailleurs été lancée. Les membres du comité de pilotage ont également appelé à la constitution de comités nationaux « One Health ». Ces comités nationaux auraient pour objectif de favoriser les relations intersectorielles entre les administrations et institutions chargées de la santé humaine, animale et environnementale. Les discussions ont aussi porté sur l'extension des domaines d'intervention du réseau SEGA - One Health pour intégrer les maladies non-transmissibles, dont le diabète, les maladies cardio-vasculaires, le cancer et les maladies respiratoires chroniques qui sont, de plus, des facteurs de comorbidité de la Covid-19.

Kamal Gamal



Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- Comité de pilotage des phases 3 et 4 du projet de veille sanitaire (segaonehealth.org)
- Comité de pilotage du réseau SEGA - One Health - Commission de l'océan Indien (commissionoceanindien.org)

L'Agence française de développement : 80 ans à œuvrer pour un monde en commun



L'Agence française de développement (AFD) a soufflé, jeudi, ses 80 bougies. Partenaire privilégié de Maurice depuis bien des années et de plusieurs pays du monde, dont les Seychelles, La Réunion, Mayotte, Madagascar, Comores, les Terres Australes et Antarctiques. Retour sur cette longue amitié entre la France et ses pays partenaires. L'AFD est engagée dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs — le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé.

Fondée par le Général de Gaulle le 2 décembre 1941, l'AFD a « conservé notre esprit d'humanisme au service de la lutte contre les inégalités dans le monde et les dérèglements environnementaux. Voilà près d'un siècle que nous accompagnons, au plus près du terrain, des actions solidaires partout dans le monde, pour et avec les autres. » Croyant fermement dans l'avenir d'un « monde en commun », l'AFD rappelle « l'urgence du temps présent nous appelle à établir collectivement une nouvelle coopération, fondée sur l'écoute, l'engagement et l'entraide, seules réponses durables aux maux dont souffrent nos sociétés. »

Très présente dans l'océan Indien, l'agence travaille aux côtés des acteurs clés des secteurs de la santé, la paix et stabilité, la lutte contre le changement climatique et la biodiversité. Ainsi, aux côtés de la Commission de l'Océan Indien (COI), l'AFD a soutenu des projets tels que le réseau de surveillance épidémiologique SEGA One Health qui a pour but d'améliorer la santé des populations des États membres (Comores, France, Madagascar, Maurice, Seychelles). « Le réseau Sega One Health est le bras armé de la COI. Il est composé d'environ 300 professionnels de santé, qui sont issus des départements ministériels des États membres de la COI. Le réseau SEGA déploie ses interventions selon différentes thématiques : la formation, le changement climatique et la santé, les risques vectoriels, la surveillance aux frontières et les réseaux de laboratoire pour renforcer les capacités de diagnostics », indique Harena Rasamoelina, coordinateur Unité Veille Sanitaire à la COI.

Et pour soutenir la résilience sanitaire des États, l'AFD avec la COI ont mis en place des projets de résilience des écosystèmes côtiers et HYDROMET. « À l'échelle nationale, nous intervenons en promouvant un cadre de gouvernance publique plus résilient et plus protecteur, en soutenant les filières durables de l'économie bleue, verte et circulaire et en accompagnant la transition juste. À titre indicatif, nous accompagnons les banques locales afin de soutenir des projets d'investissements durables à travers l'octroi de lignes crédit vertes dans le cadre du programme SUNREF. Nous travaillons aussi avec le Central Electricity Board (CEB) pour moderniser son réseau et promouvoir les énergies renouvelables. En complément, nous avons mis à disposition des autorités mauriciennes la Facilité Adapt'Action pour les appuyer dans la révision de leur Contribution Déterminée Nationalement et, de manière plus globale, les accompagner dans leur trajectoire de résilience. »
Par ailleurs, l'AFD a signé avec le gouvernement mauricien « un prêt de contingence pour faire face aux urgences sanitaires, économiques, sociales et climatiques causées par la pandémie de la Covid-19. Et aujourd'hui, nous continuons d'appuyer les autorités mauriciennes pour améliorer la prévention des risques de catastrophes naturelles et sanitaires. »

L'Académie de La Réunion et Plastik'Akoz s'unissent pour le développement durable

Laetitia Begue



L'Association Plastik'Akoz et l'Académie de La Réunion signent un partenariat pour développer des actions sur la thématique du développement durable, notamment pour lutter contre l'utilisation massive de plastique.
L'Association Plastik'Akoz, fondée par 5 entreprises (Le Crédit Agricole de La Réunion, Antenne Réunion, EDF, Mouvement Leclerc et SUEZ RV Réunion) vise à l'accompagnement des enjeux territoriaux et environnementaux de La Réunion. Elle signe un partenariat avec l'Académie de La Réunion qui œuvre pour faire de chaque élève un futur citoyen éclairé et responsable.
Conscients de l'urgence écologique provoquée par l'utilisation massive du plastique à usage unique, l'Association Plastik'Akoz et l'Académie de La Réunion se sont rapprochées pour signer un partenariat dans le cadre du projet ExPLOI (Expédition Plastique Océan Indien) développé par la Commission de l'Océan Indien (COI) qui est consacré à la lutte contre la pollution plastique.

Il s'agit d'un projet innovant et d'envergure régionale qui vise à apporter une réponse complète à la problématique de la pollution plastique à travers 3 axes : l'amélioration de la connaissance des impacts de la pollution marine par le plastique, l'éducation à l'environnement et la sensibilisation à la pollution plastique, et le développement d'une économie circulaire régionale.

Les objectifs de ce partenariat :

- Développer, accompagner des projets, des actions, des concours académiques liés à la thématique du développement durable, de la réduction des plastiques et des déchets.
Accompagner les actions choisies par les 4000 éco-délégué(e)s de La Réunion, notamment sur la thématique de la « réduction plastique ». Communiqué de Presse
- Développer des actions de sensibilisation permettant de toucher les publics les plus défavorisés à la problématique de réduction des déchets et plastiques.

- Renforcer la dimension du développement durable dans les stages en entreprise des élèves proposés par l'Education nationale, en concertation avec le monde professionnel.
- Contribuer et participer à l'engagement de La Réunion dans le programme ExPLOI de la COI.
- Assurer la promotion d'actions, la diffusion et la communication des projets et dispositifs communs des partenaires.
- Evaluer le financement du coût des actions identifiées et convenues entre les Partenaires qui pourra donner lieu à des co-financements.

Huguette Bello préside la séance plénière du comité de suivi INTERREG V Océan Indien

Présidente de la Région Réunion, Huguette Bello a présidé ce mardi 7 décembre 2021 la séance plénière du 6e comité de suivi INTERREG V Océan Indien.



Financé par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER), ce programme a pour objectif de renforcer les liens de coopération entre La Réunion et les pays de l'océan Indien. Autorité de gestion, la Région met en œuvre ces financements, avec la volonté d'affirmer sa politique d'ouverture internationale et d'insertion de La Réunion dans son environnement régional à travers la coopération régionale et au bénéfice des entreprises et de la jeunesse.
Avec les représentants des pays tiers, en présentiel et en distanciel, cette séance plénière a été l'occasion d'un point d'avancement sur un programme qui a connu en vingt ans une progression tout à fait remarquable. Le troisième programme (2014-2020) qui touche à sa fin était doté de 63 millions d'euros. Malgré un contexte sanitaire largement défavorable, 99% des crédits ont été engagés, au profit de 229 projets. C'est la démonstration de la pertinence de ce programme et de l'efficacité de son exécution.
Une enveloppe équivalente est attendue pour la nouvelle programmation 2021-2027. Consciente de sa responsabilité dans la mise en œuvre de ce programme, la présidente de Région Huguette Bello a appelé à ce que cette dynamique soit poursuivie et amplifiée. **Suite de l'article**

Les récifs coralliens des îles de la zone en grand danger



La dernière étude de l'Union intercontinentale pour la conservation de la nature s'est penchée sur la santé de nos récifs coralliens de l'Ouest de l'océan Indien. Ils sont menacés d'effondrement et risquent de disparaître.

Fabrice Floch

Il y a urgence ! Les biologistes marins lancent un cri d'alarme pour venir au secours des récifs coralliens de nos îles de l'Ouest de l'océan Indien. Le bilan est simple, nos îles (les Comores, Madagascar, Maurice, Mayotte, La Réunion, les Seychelles) doivent réagir sous peine de voir leurs coraux disparaître : *"Les conclusions sont assez graves. Ces récifs risquent de s'effondrer"*, écrit africanews.com.

Les causes sont multiples, mais le réchauffement de l'océan et la surpêche sont les principaux maux. Si aucune décision radicale n'est prise, les barrières coralliennes mourront dans les 50 ans.

12 000 km^2 de récifs ont été inspectés

Les récifs coralliens de l'Ouest de l'océan Indien représente 5% "du total mondial", cependant 70% de la faune océanique vit au cœur des barrières. La disparition de cette partie de la nurserie océanique serait catastrophique. Plus prosaïquement, combien d'emplois sont menacés et combien de km^2 de côtes sont menacées, si ces protections naturelles disparaissent. Des solutions techniques existent pour régénérer les coraux, mais contre le changement climatique ?

Les océans absorbent plus de 90% de l'excès de chaleur des gaz à effet de serre, ce qui aide à refroidir les terres, mais génère d'intenses et longues vagues de chaleur marines, conclue les rédacteurs de cette étude, résumée par lalibre.be.

LUTTE CONTRE LA DÉFORESTATION À ANJOUAN

Sept solutions pour préserver la biodiversité terrestre de l'île d'Anjouan

Les activités de déforestation se multiplient à Anjouan et provoquent une dégradation massive de la biodiversité de l'île. C'est un phénomène dangereux qui inquiète l'ONG Dahari qui propose en effet des solutions pour améliorer la situation.

Selon les analyses divulguées par l'ONG Dahari, l'île d'Anjouan a perdu 80% de ses forêts entre 1885-2014. Encore pire, 40 sur 50 de ses rivières permanentes intermittent ou sont complètement asséchées à l'heure où l'on parle. Et la biodiversité endémique est menacée. Face à une telle situation, l'ONG Dahari veut apporter des solutions pour atténuer les difficultés environnementales de l'île. Ainsi ladite organisation en collaboration avec la faculté des sciences et techniques a convié hier 9 décembre certaines autorités du pays à l'école de santé pour, à la fois exposer le danger et proposer des solutions.

Sept recommandations ont été faites pour la préservation de la biodiversité terrestre de l'île à savoir la conservation des arbres natifs naturels restants et restaurer la forêt d'environnement, la restauration des habitats naturels favorables à la biodiversité à des altitudes moyennes, l'application des mesures de conservation dédiées pour conserver l'espace phare ; la roussette de livingstone, s'assurer que les parties prenantes bénéficient économiquement des mécanismes de restauration de la forêt, la conception des



efforts de reboisement participatif pour les rendre durables, le remplacement, l'utilisation d'arbres endémiques pour la construction et la fabrication des meubles et le développement d'une fierté et une appréciation de la biodiversité d'Anjouan. Telles sont les solutions avancées par l'ONG Dahari.

Ces solutions ne sont pas les fruits du hasard selon Hugh Doulton co-directeur de Dahari. « C'est tout l'esprit des analyses et des recherches effectuées pendant 12 ans. Ses recommandations sont les clés pour conserver la biodiversité terrestre d'Anjouan », dit-il. Et de poursuivre que « leur mise en œuvre permettra la sécurisation des ressources en eau et le renforcement de la résilience de la population face au changement climatique dans une vision holistique de la conservation ».

Kamal Gamal

Programme pilote de National Geographic: Des jeunes initiés à la protection des récifs coralliens



Découvrir les joyaux de l'écosystème des récifs et prendre conscience de l'importance de leur protection. C'est ce qu'ont vécu depuis septembre des jeunes ayant participé à The Oceanic Project Coral Squad, programme pilote de National Geographic, en collaboration avec l'hôtel Veranda Tamarin. Après le succès du projet pilote, National Geographic compte étendre le programme aux écoles de l'île et aux associations de jeunes.

Au total, ce sont dix jeunes de 10-15 ans qui ont eu le privilège de se familiariser, à travers un programme éducatif, avec l'écosystème du récif corallien mais aussi avec les dangers qui les menacent et les moyens pour y faire face. Ils ont ainsi pu apprendre que les coraux, sur le plan mondial, blanchissent à un taux alarmant, ce qui rend les écosystèmes océaniques vulnérables.

L'Oceanic Project Coral Squad avait ainsi pour objectif de doter ces jeunes Mauriciens d'outils et de connaissances requis pour y faire face, a expliqué Danielle Zelin, éducatrice certifiée par National Geographic, comptant 25 ans d'expérience dans l'éducation et qui a mené le programme. Elle a indiqué que la formation immersive, interactive et créative cadre avec le National Geographic Learning Framework qui encourage les bénéficiaires à user de leur curiosité et explorer le monde autour d'eux.

Ce programme se voulait une occasion pour ces jeunes d'acquérir les compétences et le savoir capables de leur instiller le goût d'explorer dans la vie. Après le succès du projet pilote, National Geographic compte étendre le programme aux écoles de l'île et aux associations de jeunes. **Suite de l'article**

Lire aussi : **Océan Indien : les récifs coralliens en danger de disparition**

Arrivés touristiques : Lindsay Morvan dit craindre que l'objectif concernant le nombre prévu ne soit pas atteint



Soulagement pour les professionnels du tourisme après que Maurice a été déclassifié de la liste « Rouge écarlate » par la France. Cela facilitera les voyages pour les touristes dans le pays.
C'est l'avis partagé par le président du Tourism Authority, Lindsay Morvan. Toutefois, il fait part de sa tristesse, car ce coup de massue a freiné les arrivées touristiques dans l'île.
Avec la réouverture de nos frontières le 1er octobre dernier, les acteurs du tourisme avaient prédit une jolie recette, mais avec la restriction que la France avait imposée, Lindsay Morvan dit craindre le contraire à présent. Car il avance que plusieurs touristes ont annulé leur voyage.

Lire aussi : 129 816 TOURISTES ONT DÉBARQUÉ À MAURICE JUSQU'EN NOVEMBRE

Énergies renouvelables – Une centrale solaire-éolienne pour RIO TINTO-QMM

11 décembre 2021 Commenter Mirana Ihariliva 0 Vues 3 minute(s) pour lire

Stratégie de retrait du thermique. RIO TINTOQMM veut être un leader dans la « décarbonisation » de la planète. C'est ce qui a été souligné hier lors du lancement du projet de centrale à énergies renouvelables. La joint-venture engage 30 millions de dollars pour la construction d'une centrale solaire- éolienne d'une capacité totale de 20 Mgw à Taolagnaro. « Cette centrale d'énergie renouvelable, dans un premier temps, permettra à la compagnie de réduire de 15% ses émissions de gaz à effet de serre. Et pas seulement. Elle vise à soutenir le projet de mine durable porté par QMM » a expliqué le directeur exécutif du groupe, entré en ligne durant les discussions en panel hier lors du lancement officiel du projet.

Il y a eu également la présence en ligne d'un représentant de la Cross Boundary Energy (CBE), l'agence d'exécution de l'infrastructure, triée par appel d'offres international, selon les explications. Pour les opérations de fabrication d'aluminium et autres dérivés, la compagnie entend atteindre sa neutralité carbone d'ici 2025. Quelque 7, 5 milliards de dollars seront engagés pour toutes les installations sur les sites de la compagnie dans le monde, afin de réduire l'empreinte carbone.

Neutralité

En tout cas, QMM annonce que la centrale solaire sera installée en juillet 2022 et la centrale éolienne de 12 Mgw sera opérationnelle en mai 2023. Ny Fanja Rakotomalala, DG de QMM, explique que ce projet de centrale électrique à base d'énergie renouvelable tend vers la démarche de « mine durable » que la compagnie engage.

« QMM n'est pas spécialiste en environnement mais en exploitation minière. Nous nous donnons la main avec l'État par le biais du ministère de l'Environnement et du développement durable (MEDD) pour atteindre notre objectif de neutralité carbone » reconnaît Ny Fanja Rakotomalala.

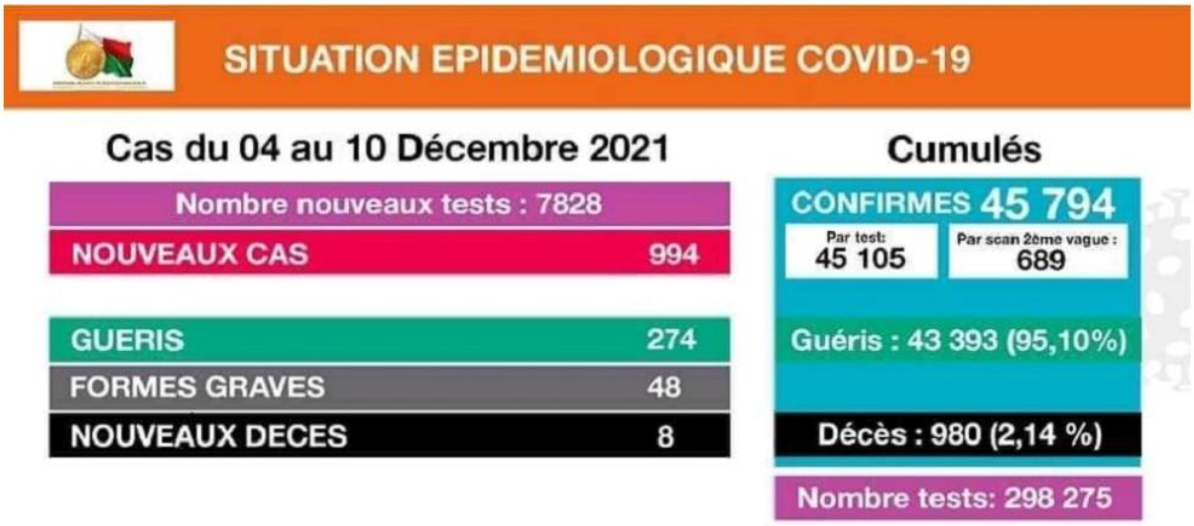
D'après les spécialistes du monde tels que le WWF, le dioxyde de carbone est l'un des principaux gaz qui accélèrent l'effet de serre et le principal responsable du réchauffement planétaire. Le défi s'annonce ainsi grandiose pour la compagnie minière qui, malgré tout, avance bon an mal an. « Nous posons les fondamentaux pour une mine durable. À commencer par une planification régionale dans la région Anosy et la périphérie, en passant par les obligations à exécuter vis-à-vis de l'État et la gestion durable des ressources naturelles » poursuit le DG.

Suite de l'article

Lire aussi : Énergies renouvelables : Deux grandes centrales de 20 MW en construction à Taolagnaro

Bilan coronavirus – Huit décès en une semaine

13 décembre 2021 Commenter Diamondra Randriatsoa 0 Vues 2 minute(s) pour lire



Un grand bond de nouveaux cas a été annoncé pour le bilan épidémiologique du 4 au 10 décembre. Quarante-huit personnes sont dans une forme grave de la maladie.

Le bilan hebdomadaire du coronavirus enregistre huit nouveaux décès entre les 4 et 10 décembre. Les huit décès ramènent le nombre des personnes décédées du coronavirus dans le pays à neuf-cent-quatre-vingt depuis le début de l'épidémie. Le nombre de personnes testées positives augmente puisque neuf cent quatre vingt quatorze nouveaux cas viennent d'être répertoriés dans le pays. Ces nouveaux cas ont été détectés à partir de sept mille huit cent vingt-huit tests effectués. Les nouveaux cas ont été détectés auprès de dix-sept régions.

La région Analamanga enregistre cinq cent-soixante-dix-huit nouveaux cas. La région Vakinankaratra affiche cent quatre vingt-trois cas, quatre vingt-dix-huit dans la région Haute Matsiatra, trente dans les régions Vatovavy et Fitovinany, vingt-trois dans l'Anosy, vingt-et-un cas dans l'Atsimo-Atsinanana, , douze dans l'Atsimo Andrefana, vingt cas dans la région Amoron'i Mania. Neuf cas ont été enregistrés dans la région Melaky, six dans la région Atsinanana, cinq dans la région Diana. Des cas sporadiques ont été enregistrés dans la région Menabe, Itasy, Ihorombe, Sofia et Betsiboka. Sur les nouveaux cas répertoriés, sept cent soixante huit sont issus du contact tracing effectué sur les deux cent vingt-six nouveaux cas, selon le résultat de classification par région.

Pêche et économie bleue: focus sur la sécurisation des zones de petites pêches

Par Les Nouvelles sur 13/12/2021



L'administration des pêches ainsi que les partenaires techniques et financiers se sont concertés avec les fédérations et associations de petits pêcheurs du pays au cours d'un atelier de restitution du document consignant la protection des petits pêcheurs malagasy sur la « Sécurisation des zones de petites pêches à Madagascar », vendredi, dans les locaux du ministère de la Pêche et de l'économie bleue (MPEB) à Ampandrianomby.

Edmond Randriatahiana, président de la Fédération des pêcheurs de la région Boeny, aux côtés de ses collègues de la Fédération des pêcheurs de la région Atsimo Atsinanana ou encore ceux du réseau Mihari – le réseau national des aires marines gérées localement (LMMA) à Madagascar – a revendiqué à priori la « délimitation exacte des zones de petites pêches ». Un sujet qui « demeure problématique », d'après Etienne Bemanaja, directeur général de la Pêche.

Néanmoins, ce responsable du MPEB a indiqué que l'application d'un texte allant dans ce sens, prend déjà effet depuis plus d'une année, comme pour la pêche crevettière dans la région Boeny où « les petits pêcheurs peuvent pêcher jusqu'à 2 milles nautiques (environ 3 km) au large ». Et, « les pêcheurs industriels commencent à coopérer », a confié Edmond Randriatahiana.

La patrouille Osiris II garde un œil sur les côtes réunionnaises

Laetitia Begue



L'Osiris II, basé au Port-des-Galets, a pour principale mission de patrouiller sur l'ensemble des zones maritimes françaises et veiller au respect des réglementations, que ce soit au niveau de la sécurité à bord ou au niveau des règles de pêches. Ces missions sont menées pour surveiller les zones économiques françaises, mais aussi les eaux internationales.

Depuis sa mise en circulation en **novembre 2019**, l'**Osiris II** a pu effectuer une dizaine de missions et surveiller les frontières des zones économiques exclusives françaises sur l'ensemble de **la zone Océan Indien**. Déployée en mer à tout moment grâce à un skipper, la brigade repère d'abord les bateaux depuis le patrouilleur Osiris II et s'oriente grâce aux images satellites.

Sensibiliser les usagers de la mer

Plutôt que d'appliquer des sanctions, l'objectif de la **Direction de la mer Sud Océan Indien** est d'abord de sensibiliser les usagers de la mer. " *À La Réunion, on a eu pas mal d'absence de contrôles depuis quelques années, ce qui fait qu'on est plutôt dans une phase de pédagogie. Après, cela dépend de l'infraction constatée* ", explique Laurence Le Bastard, cheffe de l'ULAM de La Réunion.
Un oubli et quelques équipements de sécurité périmés ont valu à un plaisancier un avertissement et une semaine de délai pour fournir les pièces justificatives aux affaires maritimes.

Pour une pêche plus durable

Sous le contrôle des organisations régionales de gestion des pêches, la Direction de la mer commence tout juste à patrouiller en haute mer, dans les eaux internationales pour une **pêche plus durable** sur l'ensemble de l'Océan Indien.